

«Le coton est une ressource vitale qui contribue de façon significative au PIB de nombreux pays d'Afrique»

L'éradication des soubresauts qui tenaillent la filière cotonnière africaine, passe essentiellement par le modèle économique de la filière intégrée. Geocoton, qui l'expérimente dans les pays africains, est passé à la vitesse supérieure. Son PDG, Yannick Morillon, évoque dans cet entretien exclusif avec Les Afriques entre autres, la pertinence et l'impact de ce modèle.

Les Afriques : La société Geocoton est très présente en Afrique, pourriez-vous préciser votre approche ?

Yannick Morillon : Comptant près de 1300 collaborateurs, Geocoton est un opérateur agro-industriel spécialisé dans la filière cotonnière, aujourd'hui implantée dans une quinzaine de pays, essentiellement en Afrique de l'ouest et centrale. Notre modèle économique unique repose sur le principe de filière intégrée. Précisément, nous avons l'intime conviction que pour développer le secteur cotonnier africain, comme du reste toute autre culture. Mieux, il est indispensable d'être présent à chaque étape de la chaîne de valeur. Ainsi, nous œuvrons, dès le financement des semences, intrants et de l'encadrement agricole, afin d'accompagner nos partenaires producteurs à mieux produire, puis nous achetons le coton graine, le valorisons en fibre, graine, huile, tourteaux, classons la fibre, commercialisons les produits sur le marché local et à l'export, livrons les produits jusqu'au consommateur final, etc. Cette approche «intégrée» nous permet d'être au plus proche des producteurs, de leurs préoccupations, de participer au développement local puisque nos usines sont en Afrique et d'œuvrer efficacement au positionnement de la fibre africaine sur le marché international. Ainsi, nous générons des flux locaux et internationaux qui participent au PIB des pays concernés, tout en captant des devises pour l'économie nationale.

LA : La filière cotonnière africaine a été très mouvementée ces dernières années, quelle est votre analyse ?

Y.M. : Avant tout, il convient de rappeler plusieurs points majeurs. Le coton est une ressource vitale qui compte de manière significative dans le PIB de nombreux pays d'Afrique de l'ouest et centrale. Sa culture est pluviale, non-intensive, non mécanisée. On estime que ce secteur fait vivre de l'ordre de 15 millions de personnes en Afrique francophone. Contrairement à ses confrères, le producteur africain ne bénéficie que de faibles subventions (sur les intrants). Par ailleurs, c'est une culture motrice qui s'associe parfaitement à des cultures vivrières, telles que mil, maïs, sorgho, etc. Outre la fibre d'une excellente qualité et très appréciée des filateurs mondiaux, la graine de coton contribue activement à la sécurité alimentaire, puisqu'une fois triturée, elle donne de l'huile de table, et le tourteau alimente le bétail africain. Ce rapide constat fait, il convient de dénoncer les orientations libérales prises au cours des années 90 par certaines institutions qui n'ont eu pour résultats que le démantèlement de la filière africaine, sa perte de compétitivité et finalement sa chute. Je regrette sincèrement ces choix qui ont, n'ayons pas peur des mots, plongé la filière cotonnière africaine dans un profond coma.

LA : Comment se porte aujourd'hui le coton africain et quel est son avenir ?

Y.M. : A l'image de l'Afrique, continent aux terres arables, de ressources et d'avenir, les producteurs africains ont su se relever, se battre afin de pouvoir repositionner le coton africain sur le marché mondial. Si le siège social de Geocoton est en France, notre activité, notre histoire et notre avenir est en Afrique. Nous avons, durant les dernières années, œuvré en partenariat gagnant-gagnant avec les autorités et les producteurs pour reconstruire la filière. Ainsi, au Burkina Faso, grande nation cotonnière, nous avons appliqué notre stratégie de filière intégrée. Les résultats parlent d'eux-mêmes : de 20 000 tonnes de coton graine en 2004, nous avons atteint 100 000 lors de la dernière campagne et espérons atteindre 120 000 tonnes cette campagne. Cette augmentation de la production rime avec augmentation des revenus pour les producteurs, développement rural, sécurité alimentaire, fixation de la population. Aujourd'hui de nombreux pays souhaitent adopter notre approche, nous demandent assistance et conseil, ou nous proposent des partenariats industriels.

LA : Vous avez récemment organisé un séminaire à Paris, pourriez-vous nous entretenir sur cet événement ?

Y.M. : Depuis 2009, à la demande de nos partenaires producteurs, institutionnels, ..., nous organisons chaque année un séminaire afin d'échanger, débattre sur l'état de la filière cotonnière. Le thème retenu cette année fut «Le coton africain:

Nous générons des flux locaux et internationaux qui participent au PIB des pays concernés.



défis et optimisation», ce qui a certainement contribuer au succès de cette édition puisqu'elle a réuni, pendant 4 jours, près de 50 participants de 8 pays, dont des directeurs généraux, des présidents d'organisations de producteurs, des cotonculteurs, des financiers, techniciens, etc. Afin de développer la thématique, 19 intervenants, experts cotonniers, agronomiques, industriels, financiers, assurance, etc. se sont succédé ouvrant de nombreux débats très constructifs.

LA : Vous multipliez les rencontres avec les officiels du continent, pourriez-vous nous en dire plus ?

Y.M. : Comme je le disais précédemment, la culture cotonnière contribue activement au PIB de nombreux pays de la région. Pour que cette filière s'inscrive durablement dans l'économie africaine, il appartient aux opérateurs publics et privés de trouver un parfait équilibre. C'est la raison pour laquelle, Geocoton est une force de propositions. Nous discutons régulièrement avec les plus hautes autorités locales, afin de définir une approche pérenne et toujours garante de revenus pour les producteurs.

LA : Bon nombre de banques d'investissement et commerciales ont cédé leurs activités de négoce de matières premières pour se recentrer vers leur cœur de métier, laissant la place aux traders, quelle combinaison ou jonction sur la base du win-win devra-t-on opérer entre compagnies de négoce et sociétés cotonières africaines ?

Y.M. : Rappelons que Geocoton capitalise sur la longue expérience de sa filiale Copaco (Compagnie Cotonnière) qui est spécialisée en négoce international de coton, depuis 1862. Nous sommes donc pleinement conscients des attentes des sociétés de négoce et travaillons quotidiennement avec eux pour développer les ventes de coton africain dans le monde.

Notre approche en filière intégrée apparaît comme une sécurité pour les négociants. En effet, notre longue présence en Afrique, notre contrôle des couts, volume, qualité et le respect de nos engagements sont très appréciés et permettent de limiter des risques, souvent très coûteux, sur les transactions commerciales.

Propos recueillis par
Ismael Aidara

Les affres du démantèlement de la filière africaine

Pour que cette filière s'inscrive durablement dans l'économie africaine, il appartient aux opérateurs publics et privés de trouver un parfait équilibre.

OIB (Ethiopie) s'offre un siège flamant neuf

La Banque internationale Oromia (OIB) emménage dans ses nouveaux locaux. Le building de 13 étages, sis sur l'avenue Afrique, via Bole Road, a été acquis pour 210 millions de birr, au mois de juin 2013. Le bâtiment, situé à côté du Centre Commercial Gétù, appartenait à Garad Plc appartenant aux Salaheddine et Abdulhamid Abubeker.

Agribank (Namibie) adapte ses taux

Pour atténuer les effets de la sécheresse, Agribank vient d'ajuster ses taux sur ses différents crédits. Ainsi dans un document rendu public, la banque a annoncé que les prêts non productifs des agriculteurs communaux ont été ramenés de 8,5% à 7%. Quant aux prêts à court terme octroyés agriculteurs commerciaux, ils ont été réduits de 8,5% à 7,5%, tandis que les crédits à moyen terme ont été ramenés de 9,25% à 8,25%. Sur cette même tendance, les prêts à long terme ont baissé de 1%, passant de 9% à 8%. Enfin, Agribank a indiqué que les taux d'intérêt sur les prêts à la production, dans le cadre du programme national de crédit agricole, restent inchangés à 4%. Idem pour le prêt au logement des ouvriers, dont le taux reste inchangé à 4%.

BMCE Capital Gestion, certifiée ISAE

En décrochant sa certification internationale ISAE 3402 Type I (International Standard on Assurance Engagements), pour la conformité de son dispositif de contrôle interne, BMCE Capital Gestion, filiale du Groupe BMCE Bank, devient la toute première société de gestion d'actifs au Maroc avec ce titre. Il s'agit d'un certificat permettant d'établir des rapports évaluant les procédures de contrôle interne à destination des clients ou auditeurs.